

# RÉELLES NÉGOCIATIONS OU MASSACRE PROGRAMMÉ ?

Depuis le 15 avril 2019, Valérie Noël convoque à Paris les délégués syndicaux des titres de presse détenus par le Crédit Mutuel pour évoquer la création d'Ebra Services.

Cette société, prestataire de services pour nos journaux, reprendrait les tâches effectuées aujourd'hui par des salariés sous statuts presse (préresse, maintenance informatique, pôle annonces classées, ordonnancement). Pour arriver à ses fins, le Crédit Mutuel entend licencier 386 salariés et peut-être en ré-embaucher 286 en cassant les acquis sociaux et l'appartenance directe du personnel concerné aux éditeurs de presse.

Six mois après où en sommes-nous? Dans un climat social délabré et détestable, tant dans les entreprises où les salariés sont en proie au doute quant à leur avenir, que dans ces réunions au cours desquelles la DRH groupe souffle le chaud et le froid pensant impressionner les délégués syndicaux face à elle.

La réunion du 3 octobre a été particulièrement significative de la tonalité que souhaite donner Valérie Noël à la négociation qui s'engage. Chantage par rapport aux actions qui pourraient être mises en œuvre, stigmatisation d'un journal par rapport à un autre, reprise de séance forcée alors que les délégués n'ont pas levé la suspension,

leçon quant à la manière de communiquer avec les salariés ou d'accomplir leur mandat, retour en arrière sur ses propos, etc. Pour la FILPAC-CGT il est hors de question de tenir des négociations sans le respect des interlocuteurs qui les mènent. Lors de son arrivée dans nos journaux Philippe Carli a affiché sa volonté d'un nouveau pacte social. Si cela implique de passer en force pour créer Ebra Services à moindre coût, tout en méprisant les instances représentatives du personnel donc les salariés, la CGT prendra ses responsabilités.

C'est dans cet objectif qu'après la réunion des élus FILPAC-CGT à Dijon ce vendredi 11 octobre, un mail a été envoyé à Valérie Noël pour lui demander de formaliser ses propositions par écrit, à date, afin de préparer la prochaine réunion du 18 octobre. Personne n'a de temps à perdre dans des discussions stériles à Paris, les salariés s'étonnent de la méthode employée et veulent désormais obtenir des réponses concrètes sur leur avenir.

**Le choix de la banque, aux soi-disant valeurs coopératives et mutualistes, de licencier 386 personnes ne passera pas comme une lettre à la poste. Une négociation loyale et sérieuse doit s'ouvrir, dans le respect de chacun et avec un dialogue social constructif. La CGT et les salariés concernés mettront tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi.**